

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 170 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2941 - Prix : 1€

Cyclone à Mayotte

Mépris colonial et catastrophe sociale

Nouvelles coupures
d'eau à Salazie

Page 5

7 et 8 décembre : le
congrès de Lutte
ouvrière

Page 7

Syrie :
La chute d'un dictateur

Page 8

Tout ce qu'ils méritent, c'est une tempête sociale !

Le week-end dernier, un cyclone a ravagé Mayotte. À 8 000 km de Paris, c'est le département le plus pauvre de France. Les bidonvilles et les maisons de tôle qui abritaient un tiers de la population ont été soufflés. Des milliers de morts sont à redouter car beaucoup de sans-papiers ont eu peur de se rendre dans les abris proposés par la préfecture... par crainte d'être expulsés ! Car oui, le gouvernement français, faute de combattre la misère, mène une véritable guerre contre les pauvres qui viennent des îles voisines des Comores.

Malgré l'aide d'urgence apportée par les secours, la population est plongée dans une tragédie. Tous ses problèmes quotidiens vont être décuplés : la misère, les pénuries, les épidémies. Les autorités s'inquiètent de ce qu'elles appellent les « pillages ». Mais qu'elles apportent des vivres, de l'eau, de quoi déblayer et reconstruire des logements, en dur cette fois, et il n'y aura pas de pillage !

« Le sort s'acharne sur Mayotte », écrivent certains journalistes. Mais ce désastre n'a pas seulement été causé par la violence du cyclone amplifiée par le réchauffement climatique. Il est le fait de la misère, du sous-développement, du manque d'investissements de l'État dans les infrastructures. L'île manquait déjà de tout : d'eau potable, d'électricité, d'écoles, de moyens sanitaires, de logements décents. Cette année, elle a même été frappée par le choléra.

Mayotte a été séparée des Comores par l'impérialisme français pour lui permettre de garder un pied dans l'océan Indien. Tous les gouvernements qui se succèdent, quelle que soit leur couleur politique, s'enorgueillissent de cet héritage de l'empire colonial tout en maintenant l'île dans un sous-développement révoltant.

Cette façon de traiter Mayotte et les pauvres d'entre les pauvres ne peut surprendre personne. Tout le système capitaliste est ainsi fait : il pille, il exploite et accumule des fortunes dans les poches de quelques-uns en se moquant des femmes et des hommes qui le font prospérer. Et c'est vrai aussi de la population laborieuse ici.

Evidemment, les conditions de travail et de vie à Mayotte et ici ne sont pas comparables. Mais une chose est similaire, c'est le règne du profit, la loi des capitalistes qui tiennent la vie des travailleurs entre leurs mains.

Les travailleurs d'ici ne sont pas menacés par un cyclone dévastateur, mais par une vague de licenciements et de fermetures d'entreprises qui sera, elle aussi, dévastatrice. Car c'est une condamnation au chômage et à la pauvreté pour des centaines de milliers de travailleurs. Pour des villes et des commerces déjà sinistrés, c'est la condamnation à une mort lente.

Mais pendant ce temps, les médias nous saoulent avec le cirque gouvernemental, alors même que tout le monde voit bien qu'il tourne en rond et que les politiciens se fichent de nous.

Aujourd'hui, les gouvernants font mine de s'occuper de Mayotte, mais leur seul et unique souci est de rassurer les marchés financiers. La réalité, c'est qu'ils se moquent tout autant de l'avenir des classes pauvres de Mayotte que de celui des travailleurs d'ici !

Les centaines de milliers de suppressions d'emplois ne sont même pas un sujet pour les politiciens qui nous rejouent, depuis six mois, la même comédie. Alors, ni Bayrou, ni aucun de tous ces politiciens ne mérite qu'on s'intéresse à leurs simagrées.

Pour les classes populaires, rien de bon ne viendra d'en haut, et surtout pas dans cette période de crise du capitalisme. Il dépend des travailleurs, de tous ceux qui sont révoltés par une société aussi injuste, de se battre pour changer leur sort. Rien n'a jamais été donné aux opprimés et aux travailleurs. Tout ce que nous avons obtenu, nous l'avons arraché par nos luttes.

Après Barnier, Bayrou cherche une majorité au Parlement pour nous balader. Mais nous, travailleuses et travailleurs, nous sommes la majorité de la population. La majorité utile et indispensable au fonctionnement de la société. Une majorité qui est capable de se faire craindre de la minorité patronale et de la faire reculer, comme l'ont montré les grandes grèves de 1936 et de 1968, car c'est de nous tous que dépendent leurs profits.

Dans ces moments de lutte, ce ne sont plus les guignols du Parlement ou du gouvernement qui dictent l'agenda politique, mais les travailleurs.

C'est alors que l'on peut faire reculer la rapacité patronale et forcer les actionnaires à prendre sur les profits pour améliorer les conditions de travail et de vie de toute la population. C'est dans la lutte pour renverser ce système capitaliste complètement fou que l'on pourra faire avancer l'intérêt général partout. Ici, à Mayotte, et dans le reste du monde !

Nathalie ARTHAUD

Notre-Dame : en quête d'un miracle

L'inauguration de Notre-Dame, le 7 décembre, a donné lieu à un spectacle très médiatisé, suivant la volonté de Macron, lancé dans une quête de popularité qui n'avait rien de religieux.

Lors de la cérémonie, 2 400 personnes ont pris place dans la cathédrale, les milliardaires Elon Musk, François Pinault, Bernard Arnault, tout ce que l'Europe compte de familles royales ou princières, des actuels ou anciens chefs de gouvernement, aux premières loges, et Trump, sans lequel le spectacle n'aurait pas été complet. En maître de cérémonie et grand spécialiste du

tirage de couverture à soi, Macron s'est adonné à l'emphase qu'il affectionne, vantant « *la France des bâtisseurs* ».

Après les JO, Notre-Dame était une nouvelle occasion de tenter de faire oublier ses piteuses déconvenues multipliées depuis la dissolution. Mais, obligé de se contenter d'un discours de douze minutes, Macron a dû laisser la place à l'archevêque de Paris et à ses équipes en costumes d'arlequin taillés par un couturier de renom, qui ont aspergé l'édifice d'eau bénite et présenté à la foule les reliques sacrées ramenées à Notre-Dame.

Mais la magie ne dure qu'un temps et il n'y eut aucun miracle : Macron n'a gagné aucun point de popularité après sa prestation.



Éducation : coup de rabot sur les budgets

Si le budget 2025 n'a toujours pas été voté, les collectivités locales anticipent des coupes drastiques qu'elles ont décidé de faire porter en partie sur les établissements scolaires.

Ainsi le conseil général du Nord en métropole a décidé de baisser de 30 % le budget de fonctionnement des collèges. Pour celui de l'Essonne, la réduction représente 431 000 euros sur 7,5 millions d'euros malgré la hausse du nombre de collégiens. Le département de la Savoie a décidé de ne plus financer les activités pédagogiques, comme les projets culturels par exemple. Le conseil régional des Hauts-de-France a réduit les dotations de 193 lycées sur 269. Concernant les écoles, financées par les communes, les activités périscolaires ne seront plus du tout, ou moins, financées.

Dans de nombreux établissements, la température des salles de classe ou des internats, celle de l'eau chaude, est déjà souvent assez basse du fait de déficiences des systèmes de chauffage, de la mauvaise conception des bâtiments... Les

quantités de nourriture à la cantine sont parfois rationnées pour faire face aux restrictions budgétaires.

Les collectivités répondent que la baisse des prix de l'énergie justifie ces coupes de rabot et qu'elles n'ont pas à financer les activités pédagogiques. Mais pour les établissements scolaires, cela représente un recul qui entraîne parfois l'impossibilité de fonctionner, les obligeant à puiser dans leurs réserves et à rechercher des sources de financement, en louant leurs locaux par exemple.

Les personnels de certains éta-

blissements ont déjà commencé à protester. La suite dépendra de la mobilisation des professionnels des établissements scolaires, des élèves



Compagnies aériennes : le vol, ça les connaît

Les compagnies aériennes Air Caraïbes et Air Antilles ont été condamnées à payer 14,5 millions d'euros d'amende pour s'être entendues dans le but de maintenir des prix élevés. Et les prix de leurs billets se sont encore envolés ces derniers temps.

L'avion étant le seul moyen de se rendre en métropole depuis les Antilles, et le moyen de transport le plus pratique entre la Martinique et la Guadeloupe, ces compagnies ont ainsi racketté les voyageurs antillais du-

rant des années. À cela s'ajoute le fait qu'Air Caraïbes, qui s'est retrouvée en situation de quasi-monopole durant plus d'un an sur les liaisons aériennes entre les deux îles, en a profité pour imposer des tarifs qui avaient explosé.

Cela a permis à la famille Dubreuil, principale propriétaire d'Air Caraïbes, de faire décoller ses profits et de devenir la 173e fortune de France. Cela a aussi rapporté gros au capitaliste local Vial-Collet, président de la Chambre de commerce et

d'industrie de Guadeloupe, qui possède notamment le seul hôtel 5 étoiles de l'île et qui détient des parts d'Air Caraïbes.

Pour imposer la transparence des prix ainsi que des profits, et ramener les tarifs sur terre, il faut que les travailleurs s'en mêlent. Alors, vive la lutte de ceux de Martinique qui se mobilisent en ce moment contre la vie chère !

Fortune des milliardaires : tout va pour le mieux !

D'après un rapport de la banque suisse UBS, la fortune des milliardaires a plus que doublé depuis dix ans, passant de 6 300 milliards de dollars en 2015 à 14 000 milliards en 2024.

Le nombre de milliardaires, lui, est passé de 1 757 à 2 682. Parmi eux, 835 sont américains et concentrent près de 40 % de la fortune totale des milliardaires, 427 sont chinois, 185 indiens, et 46 français, ces derniers possédant la richesse cumulée la plus élevée d'Europe. Le patrimoine de ces grands capitalistes est en grande partie composé d'actions de leurs propres entreprises : Elon Musk, l'homme le plus riche du

monde, possède 13 % de Tesla, 42 % de Space X, et des participations dans bien d'autres sociétés. Bernard Arnault possède 48 % de LVMH.

Pendant ces dix années, l'humanité a traversé la crise sanitaire, des guerres de plus en plus étendues et meurtrières, l'inflation qui a réduit à la famine une partie de la population mondiale, mais les plus riches, eux, ont prospéré au milieu de toutes ces catastrophes, et pour eux, c'est tout ce qui compte.



Carrefour : Comment étrangler les consommateurs

Les capitalistes de la grande distribution ne savent plus quoi inventer pour pousser les clients à consommer.

Ainsi, l'enseigne Carrefour détenue à La Réunion par le groupe Bernard Hayot (GBH), a décidé de doubler le montant du découvert pour le paiement par chèque qui passe de 200 à 400 euros. Autrement dit, un client pourra acheter jusqu'à 400 euros de marchandises et payer par chèque même si celui-ci est sans provision. Les machines ont même été réglées pour ne pas les rejeter.

En plus de cette « facilité »

qu'offre cette enseigne, il y a la carte « Bourbon avantage » qui permet au client d'acheter à crédit avec un taux d'intérêt pouvant aller jusqu'à... 22,70 % sur 13 mensualités. Par exemple, pour un montant de courses de 500 euros, le client devra rembourser à Carrefour 559,10 euros ! Et pour ceux qui rencontreraient quelques réticences de la part de leur banque, il y a la banque GBH prête à faire crédit !

Confrontés à de faibles revenus, à la baisse du pouvoir d'achat, bon nombre de consommateurs, en particulier les classes populaires,

tombent dans le cercle infernal du crédit. Pris à la gorge, certains se retrouvent endettés jusqu'au cou et en interdit bancaire.

Mais qu'importe à GBH et autres rapaces de la même espèce. Eux, en cas d'impayés, sont couverts par leurs assurances. Leurs profits sont assurés.

Les capitalistes sont des produits toxiques pour la société. Il faut les mettre à la poubelle !

Crise du logement, mais pas des spéculateurs immobiliers !

Selon une étude récente de la chambre des notaires de La Réunion, les ventes de logements et de maisons sont en baisse de 25 % en 2024 par rapport à 2023, mais les prix des logements ont eux continué d'augmenter.

C'est d'ailleurs dans le secteur de

l'immobilier que les capitalistes réalisent le taux de marge le plus élevé (66 %) de tous les secteurs économiques de La Réunion.

Moins de logements vendus, mais à des prix supérieurs. C'est ainsi que les opérateurs immobiliers maintiennent leurs profits sans in-

vestir un euro de plus dans la construction.

Les 45 000 demandeurs de logements de l'île ne sont pas près de trouver où se loger dans un système où la spéculation prime sur la satisfaction des besoins humains.

Nouvelles coupures d'eau à Salazie

Le lundi 2 Décembre, le collège de Mare à Citron, par le biais d'un SMS, informait les parents « qu'en raison d'une coupure d'eau accidentelle depuis le matin, les élèves seront libérés à 10h30. »

Selon les collégiens, c'est un élève qui avait informé le principal de l'absence d'eau. Ce dernier n'en avait pas été avisé ni par la commune, ni par la CISE.

Et depuis, ces coupures d'eau inopinées sont le quotidien des habitants du cirque.

À Casabois, quartier de Grand Îlet, une mère de famille déclarait : « Dès que l'eau y arrive, mes marmailles y fê la queue comme à la Poste pou gagne baigner le plus vite possible car nou konné pas combien de temps le robinet y sa coulé. »

Une autre mère rajoutait : « Zot réserve de l'eau y donne des allergies de peau à mon z'enfant. »

Ni la CISE, ni la commune n'ont estimé devoir informer la population de ces nombreuses coupures ne serait-ce que par le biais de communiqués officiels. Pour les habitants, seule une surveillance permanente du robinet permet de savoir à quel moment l'eau n'est plus distribuée. C'est parce que certains habitants écoutent radio Free DOM que l'information parvient dans leurs quartiers.

Aux appels de ces habitants, la CISE se cache derrière la même excuse : « Nous sommes en période de sécheresse. » À cela, de nombreux abonnés du quartier de Casabois se plaignant du montant de leurs dernières factures, ont répondu à la : « Comment ou explique qu'après



avoir connu 2 semaines sans que le robinet y coule, ma facture lé plus cher que celle d'avant quand moin l'avait l'eau tous les jours ? »

En plus de ces coupures sans communiqués, la population doit aussi faire face aux problèmes de manque de pression et de surplus de pression quand l'eau revient. Une habitante de Mare à Vieille Place déclarait à ce sujet : « La dernière fois, quand l'eau la arrivé la fê pète le tuyau de mon chauffe eau. Moin la demande la CISE, qui y sa repare mon chauffe eau. Si zot y rembourse pas moin mi paye pas zot facture. Soi disant, la dit va faire un geste. »

Une autre abonnée de rajouter : « Allons voir la maire que lé invisible, pou demande à elle de bouche le tuyau qui amène nout l'eau pou band gros zozos là bas dans l'ouest. Nou habite Salazie nou la point l'eau

et là bas ban na y detende dans nout l'eau. »

La colère gronde, la frustration est grande, mais la maire et la CISE, n'ont pas encore eu affaire aux habitants organisés pour leur demander des comptes. Il faut dire que dans cette commune 70 % de la population est réduite au chômage et beaucoup dépendent du bon-vouloir de la mairie pour obtenir de petits contrats de travail pour boucler difficilement les fins de mois.

C'est pourtant en se regroupant et en mettant collectivement la pression à sur la CISE et sur les autorités qu'ils seront en capacité de leur imposer les investissements nécessaires au maintien de l'alimentation en eau dans le cirque.

Le commerce de l'eau : un puits sans fond pour les capitalistes et l'État

Pour rappel, l'État et les collectivités territoriales de La Réunion ont su trouver 1 milliard d'euros entre 1989 et 2016 pour transférer une grande partie de l'eau de l'Est vers la région Ouest. Ce chantier visait à mettre en valeur de nouvelles terres de culture dans la région sous le vent et surtout y alimenter en eau les nouveaux lotissements construits sur les

terres agricoles déclassifiées appartenant au capitaliste Dechateauvieux !

Qui peut croire aujourd'hui que la CISE Réunion (filiale de la SAUR, troisième distributeur d'eau dans l'hexagone) ou l'État français n'ont pas les moyens d'investir dans l'entretien du réseau (+ 50 % de fuites dans le cirque de Salazie et des châteaux d'eau datant parfois de plus de 50 ans

et pas entretenus) ?

Personne ! En effet, la CISE comme les communautés de communes révisent toujours le prix de l'eau et les taxes à la hausse, alors que le service attendu n'est pas au rendez-vous.

Ce n'est donc pas l'argent qui manque !

Bitcoin : symbole du capitalisme sénile

Dans les premiers jours de décembre, le bitcoin, monnaie virtuelle créée au lendemain de la crise de 2008, a vu sa valeur dépasser 100 000 dollars l'unité, soit une augmentation de 144 % en un an.

Un bitcoin vaut à présent le quart de la valeur moyenne d'une maison aux États-Unis, et davantage qu'un kilo d'or. L'élection de Trump, favorable aux cryptomonnaies, a dopé leur valeur, mais ce n'est pas la seule raison de leur succès. Se détournant de plus en plus des investissements productifs, les capitalistes privilégient les opérations spéculatives, pariant sur l'envolée de telle ou telle matière première, ou de telle ou telle monnaie virtuelle. En 2009, le bitcoin ne valait qu'un millième de dollar,

contre plus de 100 000 quinze ans plus tard.

Devenues un produit spéculatif, ces cryptomonnaies peuvent voir leur cours monter, mais aussi dégringoler très vite. En 2021, une crise du bitcoin avait vu sa valeur s'effondrer, et plus de 1 000 milliards de dollars étaient partis en fumée en une semaine.

Les banques centrales s'inquiètent de voir se créer un système monétaire parallèle, qui puisse concurrencer le leur. Les magasins Le Printemps viennent par exemple d'autoriser le paiement en bitcoin. Pour profiter de la folie spéculative, les grands fonds d'investissement ont créé leurs propres produits financiers en cryptomonnaies, accessibles aux États-Unis

pour les particuliers depuis janvier 2024. Ces « ETF bitcoin » participent à alimenter la bulle financière en captant l'épargne des particuliers vers ces circuits de plus en plus déconnectés de l'économie réelle.

Au 17^e siècle, les premiers capitalistes spéculaient déjà sur les bulbes de tulipe. Aujourd'hui, ils le font avec des moyens infiniment plus importants sur des monnaies virtuelles et instables. Et c'est pour continuer à jouer à ce casino complètement fou qu'ils pressurent la classe ouvrière, allongent les journées de travail, baissent les salaires. Le parasitisme de la classe capitaliste mène l'économie et la société à la catastrophe.

Huguette Bello égérie du patronat réunionnais et malgache !

Invitée au premier sommet des entreprises de l'océan Indien, le « CEO Summit », Huguette Bello, présidente de gauche du Conseil régional, s'y est rendue accompagnée d'un aréopage de 50 patrons réunionnais représentatifs de plusieurs secteurs d'activités : agriculture, tourisme, médias, télécommunication, import-export, génie climatique, fret maritime...

Elle y a tenu un discours prônant le développement des échanges entre pays de la zone, se faisant l'écho des appétits des patrons réunionnais de gagner encore plus de marchés juteux dans la grande île, mais aussi en Afrique de l'Est.

Elle a déploré que les échanges de

La Réunion avec les pays de la zone océan Indien ne représentent que 6 % alors que ceux avec l'hexagone s'élèvent à 70 %.

Elle a reçu en échange une ovation des 500 patrons présents qui se sont pris à rêver des profits futurs qu'ils pourraient réaliser si toutes les barrières administratives et sociales étaient levées !

Mais derrière cette demande de rééquilibrage, ce sont bien les intérêts exclusifs du patronat des îles et pays de la région qu'elle a promus, faisant l'impasse totale sur le sort réservé à ceux qu'ils exploitent à Madagascar, au Mozambique, à Maurice ou à La Réunion !

Bello en pamoison devant la « politique sociale » d'un exploiteur

Lors de la visite qu'elle a faite à l'entreprise de production de textiles de luxe Axelle, dirigée par le Réunionnais Arnaud Maisonobe, et qui fournit les capitalistes du luxe français tels LVMH, Jaccadi, Tartin et Chocolat ou Sirius, Huguette Bello a déclaré que la politique sociale menée par sa direction pourrait inspirer les patrons à La Réunion.

Faisait-elle allusion aux quelques mesures d'ordre sanitaire prises par le patron d'Axelle ou aux salaires de ses 1200 ouvrières qui plafonnent à 60 euros maximum par mois ?

7 et 8 décembre : le congrès de Lutte ouvrière

Le congrès annuel de Lutte ouvrière s'est tenu les 7 et 8 décembre en région parisienne.

Les discussions ont porté sur l'instabilité politique en France après la chute du gouvernement Barnier. La situation est marquée par le rejet profond du camp présidentiel de la part des couches populaires et la montée de l'extrême droite qui attise les divisions entre travailleurs. Alors que la gauche, chaque fois qu'elle a été au pouvoir, a trahi les intérêts des couches populaires, le congrès a réaffirmé la nécessité de construire un parti ouvrier, communiste et révolutionnaire qui seul pourra représenter

une perspective pour la société.

Le congrès a aussi tenu à discuter très largement de la situation internationale notamment des guerres en Ukraine et au Proche-Orient. La montée guerrière, dont personne ne peut dire jusqu'où elle ira, et les risques d'une aggravation brutale de la crise économique mondiale représentent des menaces bien plus graves pour les travailleurs et toute la société que la crise parlementaire française.

Comme c'est le cas depuis plusieurs années, des militants de plusieurs pays, se situant sur les mêmes positions que Lutte ouvrière, sont intervenus pour parler de la situation

sociale et politique là où ils militent. Ainsi ils ont rendu compte de leur activité aux Antilles, à la Réunion, aux États-Unis, en Côte d'Ivoire, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique, en Italie et en Turquie. Un rapport particulièrement marquant a été fait sur l'activité de nos camarades en Haïti, qui maintiennent leur présence militante dans la classe ouvrière et une expression politique dans un pays ravagé par la guerre des gangs.

L'ensemble des participants au congrès a réaffirmé que la seule classe sociale capable de représenter un autre avenir pour l'humanité que celui de la barbarie, est la classe ouvrière internationale. Il faut que celle-ci retrouve une conscience politique de classe, en créant de nouveaux partis communistes révolutionnaires, et se donne les moyens de renverser la classe capitaliste et le système impérialiste à l'échelle mondiale.

Le congrès a voté une série de textes d'orientation et a élu la direction de l'organisation pour l'année à venir.



Royal Bourbon condamné à une amende de 170 000 euros pour rétention de factures

Le tribunal administratif de Saint-Denis a confirmé la condamnation Royal Bourbon à payer l'amende de 170.000 euros à laquelle elle avait été soumise pour des retards excessifs dans le règlement de factures. Cette entreprise de fabrication de conserves de fruits et grains de Bras Panon dirigée par le capitaliste Daniel Moreau payait en effet ses factures à ses fournisseurs au-delà d'un délai normal, à savoir avec plus de deux mois et demi de retard.

Aux reproches du tribunal de faire de la rétention de trésorerie, le patron de Royal Bourbon a rétorqué qu'il faisait face à des « difficultés financières ».

En voilà un qui ne manque pas d'air.

La majorité de ses dizaines de salarié(e)s sont payé(e)s au Smic, à vie. Il bénéficie cependant des largesses de l'État qui lui accorde des exonérations quasi totales sur ses cotisations sociales patronales.

À cela s'ajoute l'aide étatique aux exportations de ses produits dans l'hexagone et l'introduction de ses produits dans le « Bouclier Qualité Prix » pendant la période de confinement qui lui a permis d'augmenter de 30 % ses ventes dans les grandes surfaces de l'île.

Moreau en payant ses fournisseurs en retard en a plongé certains



dans les difficultés financières. Il a cependant fini par les payer et à payer en sus à l'État 170 000 euros supplémentaires.

Une somme qui aurait permis d'augmenter chacun de ses employés de combien par mois ?

DANS LES ENTREPRISES

APAJH : les grévistes font reculer leur direction

Vendredi 13 décembre les salariés de l'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) de La Réunion ont décidé de se mettre en grève suite au refus de leur direction de leur accorder une augmentation de salaires, mais aussi de cesser de recourir aux CDD pour exécuter des tâches permanentes et de prendre au sérieux la dégradation continue de

leurs conditions de travail (recrudescence des accidents de travail, non respect des temps de repos légaux).

Bien qu'affichant un bénéfice d'un million d'euros en 2023, la direction de l'APAJH leur expliquait qu'elle n'avait pas les moyens de répondre à leurs attentes et les baladait depuis des mois de négociations en négocia-

tions en CSE, sans résultat.

Et bien, il ne leur a fallu qu'une journée d'arrêt de travail pour qu'elle leur accorde enfin à tous une prime de 1000 euros au titre du « partage de la valeur » (PPV), avec l'engagement que leurs autres revendications trouveraient réponse dans les prochaines NAO de 2025 !

Rien ne vaut l'action collective !

DANS LE MONDE

SYRIE

La chute d'un dictateur

En moins de dix jours, la coalition dirigée par la milice HTC, héritière de la branche syrienne d'Al-Qaida, soutenue par la Turquie, a pris Damas et fait tomber la dictature sanglante de Bachar Al-Assad, qui a trouvé refuge en Russie.

La rapidité avec laquelle le régime s'est effondré montre qu'il avait perdu tout soutien ; à l'extérieur, avec l'affaiblissement de ses alliés régionaux, le Hezbollah libanais et les pasdarans iraniens, qui subissent depuis un an les attaques israéliennes ; à l'intérieur, où la population est épuisée par les privations tandis que les militaires et les cadres du régime l'ont lâché.

Malgré les multiples incertitudes qu'elle suscite, la coalition dirigée par HTC est apparue en libératrice pour une large partie de la population. En quelques heures les réseaux électriques et téléphoniques ont été rétablis et des vivres distribués dans les villes. Le plus poignant, ce sont les images de ces milliers de familles se rendant dans les sinistres prisons du régime dans l'espoir de retrouver leurs proches disparus.

La chute du tyran a été fêtée par les millions de réfugiés syriens

installés en Turquie, au Liban, en Jordanie ou dans des pays européens. Beaucoup semblent envisager de rentrer au pays. Mais que vont-ils y trouver ?

Le dirigeant de HTC, Al-Joulani, se présente comme un islamiste raisonnable, et pourquoi pas démocrate. Pourtant, il a fait ses classes en Irak après l'invasion américaine de 2003 où il s'est lié à tous les chefs djihadistes, en particulier dans les camps de prisonniers de l'armée américaine. Il s'est progressivement démarqué de Daesh, puis d'Al-Qaida, au cours des années où sa milice HTC a pu s'établir dans la région autour de la ville d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. Il y a réprimé des manifestants, emprisonné des opposants et instauré une police religieuse. Mais il aurait aussi essayé de modérer les ardeurs répressives des miliciens djihadistes et a réussi à intégrer à ses troupes ceux qui étaient issus de l'opposition laïque. Il a bénéficié de la bienveillance de la Turquie mais certainement aussi su ménager les contacts avec l'Arabie saoudite, les États-Unis et même Israël.

Al-Joulani est encore classé comme « terroriste » par les dirigeants des États-Unis, qui tiennent

certainement à l'avertir qu'il reste sous surveillance. Sous surveillance américaine, il promet un gouvernement de transition avec des anciens ministres du parti baasiste d'Assad et revendique un modèle économique libéral à l'image du Qatar. Mais la population syrienne aurait tort de se fier aux promesses d'un Al-Joulani.

Le pays est ravagé par treize ans de guerre civile. Il reste découpé en territoires administrés par des appareils politico-militaires concurrents, parrainés par des puissances régionales en rivalité, et les manœuvres font rage pour déterminer qui va s'imposer. Depuis la chute de Damas, la Turquie intervient au nord face aux Kurdes, les États-Unis bombardent les reliquats de Daesh, tandis qu'Israël détruit le plus possible de bases militaires syriennes et fait avancer ses chars au-delà de sa frontière pour renforcer sa domination sur la région.

Il y a là toutes les raisons pour que la guerre civile et les guerres d'influence reprennent, avec le risque que la dictature d'Assad fasse place à celle d'islamistes réactionnaires recourant rapidement aux mêmes moyens.

Réfugiés syriens indésirables

Un jour à peine après la fuite de Bachar Al-Assad, une réaction unanime est venue des dirigeants des pays de l'Union européenne pour renvoyer les réfugiés syriens dans leur pays. Et c'est à qui, dans chaque gouvernement, sera le plus crapuleux.

De la Belgique à l'Italie, en passant par la République tchèque et la Finlande, neuf gouvernements ont choisi d'interrompre les demandes d'asile des Syriens résidant dans ces pays, dans l'attente de « l'évolution de la situation. » Et derrière le flou de cette prise de position, c'est bien du renvoi des réfugiés vers la Syrie qu'il est question, et non pas de la poursuite de leur accueil.

D'autres membres des gouvernements ont exprimé franchement leur désir de renvoyer tous les deman-

deurs d'asile syriens. Ainsi, le ministre autrichien de l'Intérieur a dit avoir préparé « un programme ordonné d'expulsions et de rapatriements vers la Syrie. » Même son de cloche du côté du gouvernement grec, pour qui la chute de Bachar Al-Assad « devrait marquer la fin du flux de réfugiés en provenance de Syrie. » Mais les représentants du gouvernement français les dépassent dans l'ignominie de leurs propos, parfois déguisés en paroles bienveillantes. Si le ministre des Affaires étrangères ose affirmer que la chute du régime offre aux réfugiés syriens « un espoir qu'ils puissent enfin rentrer dans leur pays », son collègue au ministère de l'Intérieur n'a pas fait dans la dentelle quand il a annoncé lundi 9 décembre que ses services travaillaient « sur une suspension des dossiers d'asile en cours, afin de

mettre un frein à l'avalanche d'appels sur les demandes d'asile des Syriens. » On ne saurait être plus méprisant vis-à-vis de victimes ayant cherché à échapper au joug d'un dictateur et aux guerres que les différentes factions se livrent dans le pays, dont rien ne dit qu'elles vont cesser. Sans oublier que les gouvernements et l'impérialisme français ont eu une lourde responsabilité dans ces guerres et cette dictature.

Tous ces hommes et femmes de pouvoir sont avant tout pressés de renvoyer hors de leurs frontières les demandeurs d'asile syriens. L'important, pour les politiciens européens, est de faire acte de complaisance vis-à-vis d'une extrême droite qui, pour gagner des voix, cultive les propos xénophobes et racistes.

NIGER

Le pillage d'Orano

Orano (ex-Areva) proteste contre la « perte de contrôle opérationnel » de sa dernière mine d'uranium au Niger, située à Arlit, et dénonce « l'ingérence » du gouvernement du pays dans ses affaires. Un comble pour une entreprise qui, appuyée sur l'État français, ancienne puissance coloniale, pille les richesses nigériennes depuis cinquante ans.

Le gouvernement du Niger entraverait la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration de la Somaïr, détenue à 63 % par Orano et à 37 % par l'État nigérien, et depuis la fermeture de la frontière avec le Bénin, celui-ci refuse de laisser la Somaïr exporter les stocks de minerais.

Cette décision s'inscrit dans un bras de fer engagé dans la foulée du coup d'État de l'été 2023 et du départ des soldats français présents au Niger depuis l'indépendance. Mais ce

qu'Orano, comme la plupart des commentateurs, se garde bien de rappeler, c'est que l'entreprise semble avoir amorcé son désengagement du Niger bien avant le changement de régime. Si Arlit reste la seule mine exploitée par Orano au Niger, c'est parce que celle d'Akouta a été abandonnée en 2021, et que l'exploitation du gisement d'Imouraren – un des plus importants au monde – n'a jamais été lancée par Orano, qui jugeait sa rentabilité insuffisante... jusqu'à ce que le permis d'exploitation dont elle refusait de se servir lui soit retiré par la junte en juin 2024.

À Arlit, la fin de l'exploitation était également annoncée, Orano ayant fait savoir en juillet qu'elle payait les salaires et l'entretien des installations en puisant dans les stocks prévus pour financer le réaménagement du site après sa fermeture.

Face à cette situation, le gouver-

nement nigérien est intervenu à plusieurs reprises pour maintenir la production, y compris en cherchant à nouer des partenariats avec d'autres pays que l'ancienne puissance coloniale (Russie, Chine, Turquie...) et en utilisant les moyens de pression dont il dispose sur Orano grâce au contrôle des voies d'exportation.

Orano avait tellement prévu d'abandonner le terrain que le cabinet Standard & Poors a fait passer, il y a quelques jours, son appréciation de l'avenir de l'entreprise de « stable » à « positif ». La population du Niger, dont 85 % n'a pas accès à l'électricité, n'a jamais bénéficié de quelconques retombées de cette exploitation. Au contraire, Orano se retire du Niger après l'avoir pillé, en laissant des terrains contaminés par la radioactivité, qui met la santé de la population en danger.

Derrière les crimes, l'impérialisme

La guerre civile fait rage au Soudan depuis maintenant dix-neuf mois. Deux chefs militaires, unis en 2019 pour écraser le mouvement populaire, s'y affrontent à présent pour contrôler le pays et mettre la main sur ses richesses. La population, elle, tente de survivre comme elle le peut dans cet enfer.

Treize millions de Soudanais ont dû s'enfuir de chez eux et 150 000 personnes ont été tuées. À Khartoum, la capitale, et dans sa ville jumelle d'Omdurman, les deux armées se sont affrontées des mois durant. Des comités populaires ont tenté comme ils le pouvaient d'aider la population prise entre deux feux en se procurant quelques aliments, en trouvant des abris ou en réussissant parfois à ouvrir un hôpital de fortune. Dans tout le pays, villes et villages ont été réduits en cendres par les bombardements. Celles et ceux qui en ont réchappé ne sont pas sauvés pour autant. La malaria, le choléra, la dysenterie font des ravages. La faim

les frappe aussi. Les femmes paient un lourd tribut, dont certaines préférèrent se suicider en se jetant dans le Nil plutôt que d'être violées.

L'ambition des deux chefs de guerre est à l'origine de ce carnage. Mais derrière eux, il y a aussi l'ombre des grandes puissances et de leurs alliés régionaux. L'Égypte et l'Arabie saoudite soutiennent militairement et financièrement l'un tandis que les Émirats arabes unis sont dans le camp de l'autre. Les États-Unis, auxquels rien n'échappe dans cette région, ont pour l'instant laissé sans sourciller se dérouler le massacre, ne voulant froisser aucun de leurs obligés régionaux. Ils attendent de voir quel sera le vainqueur pour s'en faire un allié et se sont bornés à envoyer un émissaire négocier le passage de l'aide humanitaire.

Les industriels de l'armement, eux, sont évidemment dans les deux camps. Il y a comme il se doit un embargo de l'Union européenne sur les armes à destination du Soudan, et un

embargo de l'ONU portant uniquement sur la région du Darfour. Mais l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats figurant parmi les principaux clients des marchands de canons mondiaux, cela ne représente pas vraiment un obstacle. Amnesty International vient ainsi de révéler comment des matériels fournis par deux entreprises françaises, KNDS France, anciennement Nexter et Lacroix Défense, équipaient des véhicules blindés émiratis retrouvés au Soudan.

Les horreurs perpétrées dans ce pays font rarement la une de l'actualité. C'est un de ces conflits oubliés qui ensanglantent la planète, et en premier lieu les pays pauvres. Il témoigne cependant du sort horrible fait à une grande partie de la population mondiale par l'impérialisme qui, lui, n'oublie jamais ses intérêts dans aucune partie du monde.

ÉTATS-UNIS

PDG, métier à risques

Brian Thompson, le président de UnitedHealthCare, premier assureur privé des États-Unis dans le secteur de la santé, a été assassiné à New York, en pleine rue, le 4 décembre.

UnitedHealthCare a fait sa fortune, 371 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 20 milliards de bénéfices en 2023, en encaissant les cotisations de ses 51 millions d'assurés, en général contraints par leur employeur, tout en trouvant le plus souvent possible un prétexte pour ne pas payer leurs frais de santé. Des dizaines de millions de travailleurs

américains et leurs familles doivent ainsi payer de lourdes primes d'assurance sans même pouvoir être soignés correctement. Il est donc fréquent de voir de petites gens se ruiner pour se soigner, complètement abandonnés par les assurances, alors même que les États-Unis sont le pays de la médecine de pointe et que les sociétés d'assurances croulent sous les milliards. Et que dire des dizaines de millions de travailleurs qui n'ont ni assurance ni accès à la santé ?

Aussi, l'assassinat de Thompson a été salué par une pluie de messages sur les réseaux sociaux : « *Pensées et prières pour tous les patients à qui*

l'on a refusé une prise en charge », « *Il est plus douloureux de mourir d'un cancer non pris en charge que d'une balle* » ou tout simplement un « *Bravo* » à l'adresse du tireur.

On ne sait encore rien sur le mobile de cet assassinat, mais on sait désormais quelque chose sur ce que les travailleurs américains pensent du prétendu système de protection sociale, des vampires qui y prospèrent et de l'avenir qu'ils leur souhaitent.

Chido n'est pas une simple catastrophe climatique !

Le passage du cyclone Chido avec ses vents atteignant les 230 kilomètres par heure a provoqué la destruction de milliers de cases dans tous les bidonvilles où un tiers de la population survivait déjà dans des conditions inhumaines, la plupart du temps sans eau potable, sans toilettes et sans électricité, dans l'insécurité due aux rivalités entre bandes, mais due aussi au manque d'emplois ou aux emplois au noir mal rémunérés.

Sous prétexte de lutter contre l'habitat précaire et l'immigration illégale venant des Comores, le gouvernement français a décidé depuis l'an dernier de mener des opérations de destruction de ces bidonvilles, appelées Wambushu 1 et Wambushu 2. Celui de Mavadzani où vivaient quelques 2000 personnes a ainsi été rasé début décembre sans que la grande majorité des occupants privés de toit se voit proposer des solutions de relogement.

Au lieu de sécuriser la situation des plus pauvres, le gouvernement français a choisi de s'en prendre aux immigrés comoriens comme étant la source de tous les maux dont souffre depuis des lustres la population de Mayotte.

Or, le sous développement dont souffre Mayotte, mais aussi les Comores, ne date pas d'hier. La France occupe Mayotte depuis 181 ans et elle a colonisé les Comores du début du 20ème siècle à 1975, date de son

indépendance. Pendant toute cette période, la puissance coloniale française s'est bien gardée de développer ces îles. Elle les a utilisées comme point d'appui stratégique et militaire dans la région, surtout après avoir perdu Madagascar en 1960.

C'est pourquoi la France a une responsabilité écrasante dans l'état de misère et de sous développement des Comores et de Mayotte.

Mayotte a été élevée au rang de 101ème département français en 2007, mais depuis la France n'a pas eu pour autant comme politique résolue d'y combler le déficit d'infrastructures dans tous les domaines vitaux pour les habitants.

Plus d'un tiers de la population vit dans des constructions faites de brique et de broc, la majorité sans eau courante et sans électricité. Mayotte ne dispose que d'un hôpital, saturé, pour plus de 400 000 habitants. La construction du deuxième a été repoussée « en fin de la décennie ». Dans les écoles, les salles de classes sont tellement insuffisantes que les professeurs sont obligés de scinder les effectifs des classes en deux, une partie le matin, l'autre l'après-midi. La production d'eau potable est tellement insuffisante que des « tours d'eau » sont mis en place privant d'eau les habitants des quartiers défavorisés plusieurs jours par semaine et plusieurs heures par jour de fourniture !

Le cyclone Chido n'a fait qu'amplifier la misère dans laquelle vivait une bonne part des habitants de Mayotte. Si au lieu de bidonvilles les plus pauvres avaient pu se protéger des éléments en furie à l'intérieur d'habitats solides, son impact sur la population en aurait été fortement diminué.

Par ailleurs la politique de chasse aux immigrés comoriens, forte composante de la population mahoraise, menée par le gouvernement a dissuadé nombre d'entre eux de se mettre à l'abri dans les structures d'accueil aménagées par les mairies. Les déclarations du nouveau préfet expliquant qu'ils ne seraient pas soumis aux contrôles de la police ne les a pas rassurés, car, lors de l'épidémie de Covid 19, de tels engagements leur avaient été donnés par son prédécesseur pour les inciter à venir se faire vacciner qui s'étaient terminés par des placements en rétention, suivi de renvoi vers les Comores !

Les ministres des anciens et du nouveau gouvernements peuvent toujours exprimer leur « compassion » à l'égard de la population mahoraise, ce ne sont que des déclarations hypocrites, car ce sont bien eux et l'État français qui depuis des lustres ont fermé les yeux sur la misère et le sous développement dans lesquels doit survivre la population mahoraise.

Pour que pareil drame ne se reproduise pas il faudrait la mise en œuvre immédiate d'un plan de constructions de logements en dur, d'écoles, de dispensaires, d'hôpitaux.

Mais cela les travailleurs et la population de Mayotte ne l'obtiendront pas autrement qu'en l'organisant eux-mêmes, en l'imposant à l'État et en prenant l'argent là où il est, dans les caisses du patronat et des banquiers.



Responsabilité écrasante des gouvernants

Le cyclone Dina, dont les rafales de vent dépassèrent également les 200 km/h, n'avait fait aucun décès et n'avait nullement semé à un tel paysage de désolation à La Réunion : plus de vingt ans après, dans un département également français, les images de Mayotte après le passage du cyclone Chido attestent moins de la puissance d'un phénomène naturel que de la criminalité de la politique de l'État Français.

Devant ces maisons détruites, ces bidonvilles rasés avec un nombre de victimes impossible à chiffrer sous les décombres, face au risque de pénurie alimentaire et d'eau potable ainsi que du péril épidémique, l'émotion est légitime. Elle est aggravée par la coupure des réseaux téléphoniques qui privent d'informations les sinistrés et leurs proches.

Mais la détresse de la population après le passage du cyclone ne fait que lever le voile sur le quotidien insupportable et les conditions d'existence indignes et périlleuses des habitants de Mayotte : habitats insalubres, bidonvilles, offre de soins et écoles cruellement insuffisantes, coupures d'eau qui l'an dernier ont culminé 54 sur 72 heures, épidémie de choléra. C'est le défaut d'infrastructures et de politiques publiques qui est directement à l'origine du chaos.

Si les maisons ont été en partie ou totalement détruite, c'est parce que le SMIC brut est 400 euros plus bas qu'en métropole, le RSA à 317 au lieu de 630 euros, les pensions de retraites et allocations chômage discriminantes et insuffisantes pour

vivre tandis qu'une pléiade de prestations familiales est tout simplement inexistante. Avec une vie plus chère qui n'épargne pas les matériaux et les prestations des grandes entreprises du bâtiment, les économies se font partout, notamment dans la solidité et la sécurité des constructions.

Pour les plus précaires, exclus du droit du travail et des prestations sociales et qui survivent dans les innombrables bidonvilles, l'État français a ouvert 30 000 places d'hébergement alors que l'on estime que plus de 100 000 personnes risquaient de finir décapitées ou ensevelies sous la tôle. Les autorités qui se félicitaient début décembre d'avoir minutieusement et depuis plusieurs mois préparées la destruction du bidonville de Mavadzani, obligeant des centaines de personnes à reconstruire un habitat plus fragile et plus éloigné dix jours avant le cyclone, n'ont donc rien voulu organiser pour sauver des milliers de vies, faisant ainsi la preuve d'une constance dans leur mépris, eux qui déjà les traquaient jusque devant les rampes d'accès à l'eau.

Aujourd'hui, ils viennent tous s'épandre sur les plateaux télé avec des trémolos dans la voix pour apporter leur soutien aux populations et promettre que demain l'État investira, comme ils l'ont déjà promis après les blocages de février et la campagne législative de juin. En chiens des capitalistes, ils sont incapables de défendre nos intérêts. Seul l'accroissement des fortunes, pourtant déjà indécentes, de Bernard Hayot et Raphaël Saadé, Ida Nel,

Martin Bouygues et autres exploiters des travailleurs trouve grâce à leurs yeux tandis qu'ils diffusent un discours xénophobe et raciste non sans cynisme pour détourner la colère des véritables responsables.

Les vies perdues dont le préfet vient avec solennité déplorer la gravité ne procèdent pas de l'impuissance ou de l'amateurisme face à un événement naturel, mais de choix politiques dont il est l'exécutant.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n°
 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
 ISSN : 2552-7282

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audios-LO www.lutte-ouvriere-audio.org